

Thaïlande - Fiasco royal et tensions politiques croissantes à l'approche des élections thaïlandaises

lundi 18 mars 2019, par [Max CONSTANT](#)

En Thaïlande, l'objectif de la junte est de convertir le régime dictatorial qu'elle exerce actuellement en régime autocratique légitimé par un vernis électoral. Cette stratégie s'exerce notamment vis-à-vis de la communauté internationale, car les autorités sont avides de reprendre les négociations sur les traités économiques et commerciaux, comme par exemple l'accord de libre-échange Union européenne-Thaïlande, suspendu depuis le coup d'Etat de mai 2014. Les pays occidentaux et le Japon se satisferont-ils d'une « mise en scène électorale », pour relancer à plein leurs relations de coopération avec le royaume ? Max Constant brosse ci-après un tableau très informé de la situation politique en Thaïlande au moment des élections du 24 mars 2019.

LA THAÏLANDE a été secouée le 8 février 2019 pour un double-choc sans précédent dans l'histoire du royaume et qui devrait avoir un impact significatif sur les élections législatives prévues le 24 mars 2019 et la formation du gouvernement post-électoral. Le vendredi 8 février, à 9h00 du matin, le parti Thai Raksa Chart, lié au clan politique de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra en exil depuis 2008, annonçait qu'il nominait comme candidate pour le poste de Premier ministre la princesse Ubolratana, sœur aînée du roi âgée de 67 ans. Selon la constitution, le Premier ministre doit être listé par un parti représenté à l'Assemblée législative issue des élections du 24 mars. Les deux chambres - Assemblée législative et Sénat - doivent ensuite élire le Premier ministre à la majorité absolue en se basant sur la liste des candidats nominés par les partis. Cette annonce de la candidature de la princesse confirmait des rumeurs qui circulaient depuis plusieurs jours, mais que les ultra-royalistes dénonçaient comme des « fausses informations ». L'annonce en début de matinée le vendredi 8 février a immédiatement eu l'effet d'une bombe. En effet, jamais, depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, un membre de la famille royale ne s'était engagé directement en politique. Certes le roi Bhumibol Adulyadej, décédé en octobre 2016, était intervenu pour résoudre des crises politiques majeures, notamment en octobre 1973 et en mai 1992. Mais la volonté affichée de la princesse de diriger le pays après les élections s'inscrivait dans un contexte tout à fait différent.

Dans les heures qui ont suivi cette annonce, la princesse Ubolratana, personnalité flamboyante à la limite de l'excentricité, a été présentée comme l'adversaire direct de l'actuel chef de la junte et Premier ministre, le général Prayut Chan-ocha, lequel a été nommé par un parti pro-militaire pour conserver son poste de Premier ministre après les élections du 24 mars. Ubolratana n'a en effet jamais caché qu'elle était proche de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra : elle n'avait pas hésité à se faire prendre en photo avec lui lors de la coupe du monde de football à Moscou en 2018. Thaksin, renversé par un coup d'Etat en septembre 2006, est l'ennemi juré du général Prayut, lui-même auteur d'un autre coup d'Etat, en mai 2014 qui a renversé le gouvernement dirigé par Yingluck Shinawatra, sœur cadette de Thaksin.

La princesse avait pris garde après l'annonce de sa candidature de publier un communiqué affirmant qu'elle avait « abandonné tous ses titres royaux » et qu'elle était une « simple roturière » présentant sa candidature pour « travailler avec sincérité et détermination pour la prospérité de tous les Thaïlandais ». Ubolratana avait, en effet, perdu ses titres royaux lorsqu'elle avait épousé un Américain en 1972, dont elle a ensuite divorcé en 1998.

Cette candidature a suscité deux types de réactions au sein de la population. Les ultra-royalistes et les conservateurs se sont indignés qu'un membre de la famille royale puissent « salir » l'institution monarchique en participant au jeu politique. Le leader d'un parti politique n'a pas hésité à déclarer publiquement que cette candidature violait une disposition constitutionnelle interdisant d'impliquer la monarchie en politique et qu'elle devrait être invalidée par la commission électorale. Parallèlement, de nombreux Thaïlandais se sont enthousiasmés pour l'entrée en politique de la princesse, la voyant déjà vaincre facilement le ténor Prayut pour le poste de Premier ministre. Pour un certain nombre de Thaïlandais, la candidature de la princesse était le coup de semonce nécessaire pour amorcer un déblocage la société thaïlandaise, paralysée d'une part par les interférences constantes des militaires en politique et par une monarchie révérée mais archaïque et mal adaptée au monde moderne.



Mais ces espoirs sont retombés brutalement tard dans la soirée de vendredi 8 février, quatorze heures après l'annonce de la candidature de la princesse. Son frère, le roi Vajiralongkorn ou Rama X, a publié un communiqué royal déclarant que la candidature de sa sœur « était contraire aux traditions et à la culture thaïlandaise » et, dès lors, « était hautement inappropriée ». Ce communiqué a immédiatement mis un terme à l'effervescence ambiante et les images de la princesse ont instantanément disparu des écrans de télévision. Le lendemain, le parti Thai Raksa Chart retirait la candidature d'Ubolratana et la commission électorale étudiait la possibilité de dissoudre le parti pour violation de la constitution.



L'un des effets de cet étonnant épisode est sans doute de renforcer les chances du général Prayut de devenir Premier ministre. Les différents partis politiques du camp pro-Thaksin – dont le principal est le parti Pheu Thai – ont dû mettre en veilleuse leurs activités de campagne électorale. Si le parti Thai Raksa Chart est dissous, la stratégie électorale du camp pro-Thaksin, face à un système électoral et à une constitution conçus pour bénéficier à la junte, paraît compromise. Parallèlement, les tensions entre partisans et opposants à la junte vont s'exacerber, car durant une journée ces derniers ont entrevu l'espoir d'un retour à la démocratie et d'une transformation du pays. L'objectif de la princesse en s'alliant avec un parti pro-Thaksin a pu être, en effet, de présider à une réconciliation nationale entre les deux camps opposés, mettant un terme à près de vingt ans de conflits.

Un autre enseignement à tirer des événements du 8 février 2019 porte sur la volonté du roi Vajiralongkorn de contrôler l'orientation du pays dans les prochaines années. Si la princesse Ubolratana était devenue Première ministre – une forte probabilité si sa candidature n'avait pas été annulée –, elle aurait inmanquablement fait de l'ombre à son frère, du fait de sa personnalité extravertie et de sa faculté de communiquer simplement et directement avec les Thaïlandais – une faculté dont son frère est dénué. Le roi, qui doit être couronné en mai 2019, semble avoir perçu ce danger pour sa position de leader du pays. Son contrôle croissant sur les forces militaires, ainsi que sur la police, vont dans le même sens d'une volonté du nouveau monarque d'affirmer sa domination sur le pays.

Dans l'immédiat donc, les chances du parti Palang Pracharat (le « parti de la force de l'Etat et du Peuple »), un parti formé pour favoriser le maintien du général Prayut Chan-ocha, à la tête d'un gouvernement post-électoral semblent renforcées. Le système politique patiemment mis en place par des juristes sous la coupe de la junte au pouvoir est, en effet, largement biaisé en faveur des militaires et du parti Palang Pracharat (le « parti de la force de l'Etat et du Peuple »), un parti formé pour favoriser le maintien du général Prayut Chan-ocha, chef de la junte et actuel Premier ministre, à la tête d'un gouvernement post-électoral. La constitution favorise les organisations institutionnelles composées de membres non élus et nommés par la junte ou ses alliés – commission électorale, cour constitutionnelle, commission anti-corruption, Sénat, comité de stratégie nationale – au détriment des institutions qui tirent leur légitimité du jeu électoral – assemblée nationale et gouvernement. Le Sénat joue un rôle clé dans ce dispositif visant à affaiblir les partis et les représentants élus du peuple. Composé de 250 membres nommés par la junte et doté d'un mandat de cinq ans (contre quatre ans pour l'assemblée législative), le Sénat va jouer un rôle clé dans le choix du Premier ministre durant les deux prochaines législatures : le Premier ministre doit figurer, en effet, parmi les trois candidats présentés par chaque parti représenté à l'assemblée législative et recueillir une majorité absolue des deux chambres (soit 376 voix, sur les 500 membres de l'assemblée législative et les 250 du Sénat).

Il suffit donc pour le parti pro-junte Palang Pracharat - et les formations qui lui sont alliées - de disposer de seulement 126 voix pour placer Prayut Chan-ocha au poste de Premier ministre. Les enquêtes menées par les services de renseignement thaïlandais montrent que le parti Palang Pracharat est impopulaire hors de Bangkok, notamment dans les provinces du nord et du nord-est où le parti Pheu Thai (parti « Pour les Thaïlandais »), soutenant le clan de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, exilé depuis 2008, reste le favori des populations rurales avides de plus d'égalité économique. L'épisode royal du 8 février 2019 a toutefois rééquilibré la balance en faveur du parti Palang Pracharat, notamment si le parti Thai Raksa Chart, allié au parti Pheu Thai, est dissous pour avoir nommé la princesse Ubolratana comme candidate pour être Premier ministre.

Le déficit de popularité du Palang Pracharat a aussi été contrebalancé par le fait que le parti pro-junte a pu utiliser toutes les ressources financières et les mécanismes de l'Etat pour mener campagne depuis plusieurs mois, alors même que les autres partis étaient interdits d'entrer en campagne. Le parti Palang Pracharat a aussi réussi à débaucher une centaine de politiciens, anciens députés, et les a convaincu de rejoindre ses rangs. Comme le pays n'a pas connu d'élections depuis cinq ans, rejoindre un parti qui semble bien placé pour former le gouvernement post-électoral devient une question de survie pour les politiciens qui aspire à obtenir un portefeuille.

Le Premier ministre Prayut Chan-ocha et ses ministres (dont quatre sont des leaders du parti Palang Pracharat ; ils n'ont quitté leur portefeuille que le 29 janvier 2019) ont aussi sillonné les provinces pour promouvoir des projets de développement et octroyer des bénéfices pour la population - sur financement public - dans le cadre d'un programme gouvernement baptisé « Pracharat » (nom repris donc par le parti pro-junte). Par exemple en mai 2018, Newin Chidchob, un politicien de la province de Buriram, dans le nord-est, qui avait été ministre dans le gouvernement Thaksin avant de désertir son camp en 2008 pour conclure un pacte avec les militaires, a organisé un rassemblement de 30 000 personnes à Buriram pour ovationner Prayut, alors que celui-ci promettait le financement d'une pléthore de projets pour développer la province. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement a activé sa politique sociale, distribuant à tous les Thaïlandais enregistrés comme « pauvres » une somme mensuelle de 500 bahts, des cartes de téléphones permettant de recevoir gratuitement l'internet, ainsi qu'une importante ristourne sur les frais mensuels d'électricité et d'eau.

La commission électorale, censée veiller à ce que tous les partis bénéficient de conditions similaires avant, pendant et après les élections n'a pas réagi à ces inégalités flagrantes de traitement. Au contraire, elle s'est montrée intransigeante face aux moindres faux pas des partis non alignés sur la junte - Parti démocrate, Parti Pheu Thai, mais aussi Parti du Nouvel Avenir, mené par une nouvelle génération de politiciens progressistes farouchement opposés au régime militaire -, tout en fermant les yeux sur les agissements douteux du parti pro-junte. Aux yeux des Thaïlandais, la crédibilité de cette commission est d'ores et déjà compromise et bien des observateurs considèrent que les élections ne seront « ni justes, ni libres ». Dans le même sens, le nouveau système électoral - une combinaison du vote par circonscription et du scrutin proportionnel - et un redécoupage des circonscriptions ont eu pour effet d'affaiblir les grands partis politiques et de favoriser les petits partis susceptibles de s'allier au parti pro-junte.

Autre élément important du dispositif de verrouillage de la vie politique mis en place par la junte : l'imposition d'une « stratégie nationale sur 20 ans », extrêmement détaillée et rédigée par des hauts-fonctionnaires et des experts choisis par les militaires - une stratégie à laquelle les futurs gouvernements ne pourront pas déroger sous peine de lourdes sanctions, y compris la destitution du gouvernement. Cette contrainte, qui n'existe dans aucun autre pays de la planète, limite grandement la possibilité pour les futurs gouvernements de mettre en place leur programme politique et trahit la paranoïa de la junte, laquelle semble vouloir exercer un contrôle permanent sur la direction prise par le pays à l'avenir.

Dans le même esprit, les pouvoirs du Commandement opérationnel de sécurité intérieure (*Internal Security Operational Command* - ISOC), une institution remontant au temps où l'Etat thaïlandais luttait contre la menace communiste sous forme d'une guérilla présente dans le nord-est et le sud du pays dans les années 1970, a vu ses pouvoirs considérablement renforcés depuis le coup d'Etat de mai 2014. Chargé de maintenir la stabilité sociale et de réduire les conflits idéologiques, l'ISOC est devenu ces dernières

années une sorte d'administration militaire parallèle à l'administration civile, couvrant tous les échelons du territoire, doté de pouvoirs étendus et pouvant mobiliser les effectifs militaires réguliers si les autorités estiment que la situation l'exige. Bien évidemment, cet « Etat dans l'Etat » dispose des moyens d'influencer la préparation et la tenue des élections. Des « réunions de villageois » organisées fin 2018-début 2019 par l'ISOC pour les « informer des règles à suivre » pour participer aux élections en sont un exemple.

L'objectif de la junte est de pouvoir **convertir le régime dictatorial qu'elle exerce actuellement en régime autocratique légitimé par un vernis électoral**. Cette stratégie s'exerce notamment vis-à-vis de la communauté internationale, car les autorités sont avides de reprendre les négociations sur les traités économiques et commerciaux, comme par exemple l'accord de libre-échange Union européenne-Thaïlande, suspendu depuis le coup d'Etat de mai 2014. Tout indique que les pays occidentaux et le Japon se satisferont d'une « mise en scène électorale », pour relancer à plein leurs relations de coopération avec le royaume.

Etant donné ce format électoral, quelle évolution peut-on raisonnablement prévoir ? Le résultat des élections entre partis pro-junte et partis non alliés sera probablement serré ce qui incite à la plus grande prudence quant aux prévisions. Mais une hypothèse qui semble raisonnable, surtout après l'épisode royal du 8 février 2019, est que le parti Palang Pracharat parvienne à s'allier avec d'autres formations pour obtenir les 126 sièges qui permettront au général Prayut de devenir Premier ministre du gouvernement post-électoral. Dans ce cas de figure, Prayut dirigerait un gouvernement minoritaire, impopulaire dans de vastes portions du pays. De surcroît, les députés soutenant ce gouvernement seraient tout de même liés par les désirs de leurs électeurs provinciaux, même si ces désirs sont contradictoires avec la ligne du gouvernement. Tout cela laisse supposer une forte instabilité politique après les élections. Cela serait un retour aux fragiles coalitions de partis de taille moyenne menés par des politiciens provinciaux en cheville avec des hommes d'affaires - comme c'était le cas dans les années 1990 avant la constitution de 1997. Le seul cas de figure où le parti pro-junte pourrait former une coalition majoritaire est celui dans lequel il forme une alliance avec le parti Démocrate, qui devrait gagner un peu plus de 100 sièges. Plusieurs observateurs avisés de la politique thaïlandaise croient ce scénario possible, même si le parti Démocrate a traditionnellement pris position contre les régimes militaires.

Une inconnue majeure est celle du rôle que pourrait exercer le nouveau roi Vajiralongkorn dans un contexte politique post-électoral d'instabilité. Vajiralongkorn, dont le couronnement aura lieu le 4 mai 2019, a montré depuis le décès de son père en octobre 2016 une indépendance marquée par rapport à la junte, comme par exemple lorsqu'il a refusé de signer la constitution en 2017, obligeant le régime militaire à passer des amendements concernant les prérogatives royales. Vajiralongkorn, ou Rama X selon son titre officiel, a aussi renforcé son pouvoir au sein des forces armées : un de ses lieutenants, le général Apirat Kongsompong a été placé à la tête de l'armée de terre et un plan d'évacuation de certaines unités militaires de Bangkok, unités cruciales en cas de coup d'Etat, a été lancé. Le pouvoir de la faction militaire dite des « Tigres de l'Est » du général Prayut et de son compagnon d'armes, le général Prawit Wongsuwon, vice-Premier ministre, s'affaiblit progressivement au sein de l'armée face à la domination des unités placées directement sous l'égide du roi. Plusieurs observateurs estiment que le nouveau roi pourrait exercer un rôle bénéfique dans le champ politique en contre-carrant les agissements du clan Prayut-Prawit si la situation post-électorale ne leur est pas favorable. L'incident de la candidature de la princesse Ubolratana a, en tous les cas, montré la volonté du monarque de se positionner comme arbitre suprême du jeu politique.

Loin des rivalités politiques de la capitale, la situation dans l'extrême-sud du royaume, une région frontalière de la Malaisie intégrée au Siam en 1909 et peuplée à 80 % de Malais musulmans, semble bloquée quinze ans après une résurgence de l'insurrection séparatiste qui a causé depuis la mort d'environ 7 000 personnes. Un « dialogue de paix » entre l'Etat central et le Mara Patani, lequel rassemble plusieurs groupes séparatistes, avait été engagé en 2013 sous le gouvernement de Yingluck Shinawatra, la sœur cadette de Thaksin. Ce dialogue, dans lequel la Malaisie joue le rôle de facilitateur, a fait du surplace depuis, notamment parce la principale faction séparatiste active sur le terrain depuis 2004, le Front révolutionnaire national (BRN - Barisan Revolusi Nasional) n'a pas voulu se joindre à la

table des négociations. Depuis fin 2018, le nouveau Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a indiqué sa volonté de faire progresser les négociations d'ici à son retrait de la vie politique, en principe en mai 2020. Il a notamment suggéré au chef de la délégation thaïlandaise à la table des négociations, le général Udomchai Thamsarorat, de « considérer l'autonomie (de la région sud) » comme une possible solution au conflit. Sans doute en réaction à ces propos, le général Udomchai a lancé une campagne de relations publiques dont le principal message est que la Thaïlande est prête à discuter avec « tous les groupes armés », y compris le BRN. Dans les faits toutefois, la partie thaïlandaise aux négociations ne semble prête à aucune concession substantielle et elle s'oppose à la présence d'acteurs internationaux comme médiateurs (et non plus seulement comme facilitateur), car elle craint que cela ne contribue à donner une certaine légitimité au BRN aux yeux de la communauté internationale. La reprise des violences dans le sud fin 2018-début 2019 indique que les pourparlers sont toujours dans l'impasse. Les élections du 24 mars, quelque soit le résultat, ne devraient rien y changer, car les militaires ont pris le contrôle de l'agenda sur cette question.

Copyright Février 2019-Constant/Diploweb.com

Mise en ligne initiale le 3 mars 2019

Le *Diploweb.com* s'attache à vous offrir les clés de l'Asie, avec des documents inédits rédigés par des experts, diplomates, universitaires, stratèges, etc. **Bonus, il publie un livre : [Pierre Verluise \(dir.\), « Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de forces », éd. Diploweb, via Amazon](#)**

P.-S.

Max Constant est un journaliste indépendant basé en Thaïlande, auteur de plusieurs livres sur l'Asie du Sud-Est.